

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

16 NOVEMBRE 1993

PROPOSITION DE LOI

relative aux poursuites contre les personnes morales

(Déposée par MM. Barbé et
Dejonckheere)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi vise à réformer fondamentalement notre droit pénal : elle ouvre la possibilité de poursuivre les personnes morales pour tous les actes qu'elles commettent, y compris les délits environnementaux.

Les développements de la proposition de loi s'articulent autour des points suivants :

1. Le fait de mettre les entreprises à l'abri de poursuites constitue une insulte à la population et une atteinte à l'environnement.

2. Arguments en faveur de l'introduction de la notion de responsabilité pénale des personnes morales.

3. Pourquoi opte-t-on pour une solution nationale ?

4. Lignes directrices.

5. Le commentaire des articles.

1. *Le fait de mettre les entreprises à l'abri de poursuites constitue une insulte à la population et une atteinte à l'environnement.*

A la suite de toute une série d'acquittements spectaculaires prononcés par la Cour d'appel d'Anvers, le

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

16 NOVEMBER 1993

WETSVOORSTEL

inzake de vervolging van rechtspersonen

(Ingediend door de heren Barbé en
Dejonckheere)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel heeft een fundamentele hervorming van ons strafrecht tot doel : het wil rechtspersonen vervolgbaar stellen voor alle daden die ze hebben begaan, ook voor milieuovertredingen.

Deze toelichting bij het wetsvoorstel is als volgt ingedeeld :

1. Bedrijven buiten vervolging houden is een kaakslag voor bevolking en milieu.

2. Argumenten voor de invoering van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon.

3. Waarom kiezen voor een nationale oplossing ?

4. Krachtlijnen.

5. De artikelsgewijze toelichting.

1. *Bedrijven buiten vervolging houden is een kaakslag voor de bevolking en de milieubeweging.*

Een aantal ophefmakende vrijspraken voor het Hof van Beroep van Antwerpen dwingen de wetgever

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

législateur se doit de mieux définir la réponse à la question de savoir qui est pénalement responsable des délits environnementaux commis par les entreprises et constatés. Ces quatre dernières années, les journaux ont régulièrement dénoncé des lacunes de notre droit pénal. Un article paru dans le magazine Knack du 7 avril 1993, par exemple, concernant l'affaire Transnuclear et l'acquittement par lequel elle a été clôturée est très significatif à cet égard.

L'inexistence, encore aujourd'hui, de la responsabilité pénale des personnes morales (sociétés anonymes et fondations) choque l'opinion publique dans notre pays.

Les auteurs de la proposition ne comprennent pas pourquoi l'on n'a pas retenu, dans le cadre du plan pluriannuel de la Justice, qui a été approuvé par le Conseil des ministres, la possibilité de sanctionner les entreprises.

C'est indéniablement une marque de mépris à l'égard du mouvement écologique et des nombreuses personnes qui furent les dupes des acquittements spectaculaires dont ont bénéficié toute une série d'auteurs de délits environnementaux constatés. Sous la pression des organisations patronales, l'on a renoncé à examiner le projet relatif à cette question, qui avait été déposé. On ne s'est même pas prononcé au sujet du délai dans lequel il faudrait examiner une telle proposition. On ne peut, maintenant, tenir la Justice responsable de ces acquittements déconcertants. Il est devenu clair que le Gouvernement et le législateur sont pleinement responsables, notamment, de l'absence, malgré le vote de nombreuses lois environnementales, des instruments nécessaires à la poursuite pénale des entreprises qui s'en moquent.

Les auteurs de la proposition estiment que c'est inacceptable et souhaitent, en déposant celle-ci, avoir la possibilité de poursuivre les entreprises, en tant que personnes morales, pour les délits environnementaux et autres qu'elles commettent. Ils rejoignent en cela M. Faure selon lequel, dans « De strafrechtelijke toerekening van milieudelicten », la meilleure solution pour ce faire est d'élaborer une loi-cadre nationale que les Régions puissent intégrer, par décret, dans l'arsenal de leur politique environnementale.

2. Arguments en faveur de l'instauration de la notion de responsabilité pénale des personnes morales

2.1. Le risque de voir une affaire être classée ou clôturée par un acquittement est nettement réduit si l'on peut citer en justice les entreprises et non plus seulement des individus.

2.2. L'arbitraire juridique peut être évité. Désormais, les dirigeants des entreprises ne seront plus traduits en justice individuellement que si l'on peut faire la preuve de leur culpabilité individuelle. Sinon, c'est l'entreprise en question que l'on assignera.

een beter antwoord te geven op de vraag wie strafrechtelijk verantwoordelijk is bij vastgestelde milieumisdrijven door bedrijven. De laatste vier jaar hebben de kranten regelmatig gewag gemaakt van de ontoereikendheid van ons strafrecht. De teneur van bijvoorbeeld Knack in het nummer van 7 april 1993, over de Transnuclear-zaak en de daarop volgende vrijspraak, spreekt boekdelen.

De publieke opinie is geschokt door het feit dat ons land nog altijd geen strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen (naamloze vennootschappen en stichtingen) kent.

Voor de indieners is het onbegrijpelijk dat in het meerjarenplan Justitie, dat door de Ministerraad werd goedgekeurd, het strafbaar stellen van bedrijven niet weerhouden werd.

Als blijk van minachting voor de milieubeweging en de talloze gedupeerden die bij verschillende ophefmakende vrijspraken bij bewezen milieumisdrijven in de kou blijven staan, kan dit tellen. Onder druk van de patroonsorganisaties is het ontwerp dat ter zake voorlag, terstond afgevoerd. Men heeft zich zelfs niet eens willen uitspreken over de termijn waarbinnen een dergelijk voorstel dan wel aan bod zou moeten komen. Vanaf nu gaat het dan ook niet meer op om het gerecht met de vinger te wijzen voor onthutsende vrijspraken. Het is nu zonneklaar dat de regering en de wetgever de volle verantwoordelijkheid dragen, met name voor het feit dat er tal van milieuwetten aangenomen worden, maar dat er geen gepast instrument bestaat om bedrijven die deze wetten aan hun laars lappen, strafrechtelijk te vervolgen.

Voor de indieners is dit onaanvaardbaar. Daarom willen we via ons wetsvoorstel het mogelijk maken dat bedrijven voor milieu- en andere misdrijven als rechtspersoon kunnen vervolgd worden. Met M. Faure in « De strafrechtelijke toerekening van milieudelicten » stellen we dat dit het beste kan gebeuren met een nationale kaderwet, die de Gewesten bij decreet kunnen toepassen op het milieubeleid.

2. Voordelen van de invoering van de strafrechtelijke aansprakelijkheid voor rechtspersonen

2.1. Het risico op seponering of vrijspraak wordt gevoelig verminderd indien men niet verplicht is individuele personen te dagvaarden, maar ook het bedrijf voor de rechter kan brengen.

2.2. Juridische willekeur kan vermeden worden. Individuele directieleden van bedrijven zullen voortaan alleen nog voor de rechter gedaagd worden als hun individuele schuld kan aangetoond worden, terwijl men anders het bedrijf zal dagvaarden.

2.3. La protection de l'environnement s'améliore. Il est bien plus facile de condamner une personne morale qu'un dirigeant pris individuellement à remettre une situation en l'état initial et à payer une indemnité civile.

2.4. Le principe de la culpabilité peut également être maintenu à l'égard des personnes morales. Un dirigeant peut être personnellement coupable, mais une entreprise en tant que telle peut l'être aussi, lorsque sa structure organisationnelle est déficiente ou lorsque le contrôle sur le personnel subalterne laisse à désirer.

2.5. La responsabilité pénale des personnes morales ne peut remplacer la responsabilité du dirigeant pris individuellement, mais l'introduction de cette notion ouvre au tribunal une possibilité d'intervention complémentaire.

3. Pourquoi opte-t-on pour une solution nationale ?

Les auteurs de la proposition optent, à dessein, pour des mesures nationales frappant tous les délits (sociaux, économiques et environnementaux), tout en laissant aux Régions la faculté d'élaborer un droit spécial (par exemple un droit environnemental).

Jusqu'à présent, la législation pénale des Régions et des Communautés était assujettie aux dispositions générales du Livre I^{er} du Code pénal et à celles du Code d'instruction criminelle.

Les « Propositions visant à achever la structure fédérale de l'Etat » du 28 septembre 1992 — les accords de la Saint-Michel — comprennent toutefois une disposition qui remet fondamentalement en question ces principes. Ces propositions visent au remplacement de l'article 11 de la loi spéciale du 11 août 1980.

De cette façon, le législateur décrétoal aurait les mêmes compétences que celles dont le législateur national dispose actuellement en vertu de l'article 100 du Code pénal lorsqu'il édicte des lois spéciales; désormais, le législateur décrétoal pourra déroger aux dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, instaurer des peines criminelles, élaborer des règles spéciales concernant la récidive, le concours, la responsabilité civile et le paiement d'amendes, et, même, prévoir des peines spéciales.

Pour le cas où le législateur décrétoal ferait usage de cette faculté, l'on a, toutefois, précisé, par mesure de sécurité, que les décrets en question ne pourraient être ratifiés par l'Exécutif qu'après avis conforme du Conseil des ministres.

Les auteurs de la loi proposée souhaitent prévenir tout morcellement du droit pénal et tout gaspillage d'énergie en inscrivant des peines et des sanctions complémentaires dans le Code pénal national. Grâce à cela, il y aurait moins d'écarts entre les différentes Régions et l'on éviterait que chaque Communauté ne rédige son propre code.

2.3. De bescherming van het milieu neemt toe. De rechtspersoon kan veel gemakkelijker dan een individuueel directielid veroordeeld worden tot herstel van de situatie in de oorspronkelijke toestand en tot burgerrechtelijke schadevergoeding.

2.4. Het schuldbeginnsel kan ook ten aanzien van rechtspersonen worden gehandhaafd. Niet alleen een individueel directielid, maar ook een bedrijf als zodanig kan schuldig zijn omwille van een falende organisatiestructuur en omwille van een gebrekkige controle op ondergeschikten.

2.5. De invoering van de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de rechtspersoon is geen alternatief voor de verantwoordelijkheid van het individuele directielid, maar geeft de rechtbank een bijkomende mogelijkheid om op te treden.

3. Waarom kiezen voor een nationale oplossing ?

De indieners kiezen doelbewust voor een nationale oplossing voor alle delicten (sociale, economische en milieu), naast het behoud van de regionale mogelijkheid voor bijzonder recht (bijvoorbeeld milieurecht).

Tot op heden bleef de strafwetgeving van de Gewesten en de Gemeenschappen onderworpen aan de algemene bepalingen van Boek I van het Strafwetboek en aan het Wetboek van Strafvordering.

De « Voorstellen tot vervollediging van de federale Staatsstructuur » van 28 september 1992 — de Sint-Michielsakkoorden — bevatten evenwel een bepaling waardoor deze beginselen fundamenteel op de helling worden gezet. Krachtens deze voorstellen zou artikel 11 van de bijzondere wet van 11 augustus 1980 worden vervangen.

Hierdoor zou de decretale wetgever dezelfde bevoegdheden krijgen als die welke de nationale wetgever nu krachtens artikel 100 van het Strafwetboek heeft wanneer hij bijzondere wetten uitvaardigt; de decretale wetgever zal voortaan kunnen afwijken van de bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, criminele straffen invoeren, bijzondere regels inzake herhaling, samenloop, burgerlijke aansprakelijkheid of betaling van geldboetes invoeren, en zelfs bijzondere straffen creëren.

In dit laatste geval is evenwel een veiligheidsklep ingebouwd, doordat wordt bepaald dat een dergelijk decreet enkel door de Executieve kan bekrachtigd worden na eensluidend advies van de Ministerraad.

Via het onderhavige wetsvoorstel willen de indieners een mogelijk probleem van versnippering en energieverspilling voorkomen door bijkomende straffen sanctiemogelijkheden in het nationale Strafwetboek in te schrijven. Hierdoor zullen de verschillende Gewesten minder vaak van elkaar afwijken. We vermijden zo dat elke Gemeenschap haar eigen wetboek zou opstellen.

C'est surtout dans une perspective européenne qu'une solution nationale est préférable.

Le Conseil d'Etat s'est également prononcé plusieurs fois dans ses avis pour une réglementation nationale uniforme en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales.

La solution nationale que préconisent les auteurs de la proposition de loi permet également de réduire fortement le risque de discussions concernant la répartition des compétences.

4. Lignes directrices de la proposition

4.1. Dispositions

4.1.1. Les infractions décrites dans l'actuel Code pénal et dans les lois et décrets spéciaux peuvent être commises tant par des personnes physiques que par des personnes morales. Par « personnes morales », l'on entend tant celles de droit privé que celles de droit public, à l'exception de l'Etat belge, des provinces, des communes, des Communautés et des Régions.

4.1.2. La personne morale est pénalement responsable et peut être citée devant la juridiction répressive pour toutes les infractions décrites dans le Code pénal, dans les lois ou décrets spéciaux, pour autant qu'elles soient réputées commises par ladite personne morale.

4.1.3. Une infraction est réputée avoir été commise par une personne morale lorsqu'elle a été commise en vue de réaliser son objet ou de défendre ses intérêts lorsqu'elle a été commise par une personne qui représente la personne morale ou qu'elle a été ordonnée, dirigée ou autorisée par une personne exerçant une fonction dirigeante au sein de la personne morale.

4.1.4. Toutes les peines et mesures citées ci-après, à l'exclusion de l'emprisonnement, peuvent être infligées à la personne morale.

4.1.5. La responsabilité pénale de la personne morale vaut sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques, conformément à l'article 1^{er}, § 3, 1^o et 2^o.

4.2. Sanctions

4.2.1. Les sanctions qui peuvent être prononcées à l'égard de la personne morale comprennent des peines et des mesures.

4.2.2.1. Les peines sont les suivantes :

- a) l'amende;
- b) la confiscation;
- c) la fermeture de l'entreprise;
- d) la publication du jugement;
- e) la dissolution de la personne morale.

Vooral in Europees verband is een nationale oplossing zeker te verkiezen.

In diverse adviezen heeft de Raad van State zich ook herhaalde malen uitgesproken in de zin van een nationale en uniforme regeling voor de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon.

Door de nationale oplossing die we voorstellen wordt het aantal mogelijke discussies met betrekking tot de bevoegdheidsverdeling ook sterk beperkt.

4. Krachtlijnen van het voorstel

4.1. Bepalingen

4.1.1. Alle in het huidige Strafwetboek, alsook in bijzondere wetten en decreten beschreven strafbare feiten, kunnen zowel worden begaan door natuurlijke personen als door rechtspersonen. Onder rechtspersonen wordt verstaan, zowel de privaatrechtelijke als de publiekrechtelijke rechtspersonen, met uitzondering van de Belgische Staat, provincies, gemeenten, Gemeenschappen en Gewesten.

4.1.2. De rechtspersoon is strafrechtelijk aansprakelijk en kan voor de strafrechtbank worden gedagvaard voor alle in het Strafwetboek, bijzondere wetten of decreten beschreven strafbare feiten, voor zover deze geacht worden door de rechtspersoon te zijn gepleegd.

4.1.3. Een strafbaar feit wordt geacht door een rechtspersoon te zijn gepleegd indien het feit begaan wordt ter verwezenlijking van zijn doel of ter waarneming van zijn belang, indien het strafbaar feit gepleegd wordt door iemand die de rechtspersoon vertegenwoordigt of indien het strafbaar feit wordt bevolen, geleid of toegelaten wordt door iemand die een leidende positie in de rechtspersoon inneemt.

4.1.4. Alle hierna genoemde straffen en maatregelen, met uitzondering van de gevangenisstraf, kunnen aan de rechtspersoon worden opgelegd.

4.1.5. De strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon geldt onverminderd de strafrechtelijke aansprakelijkheid van natuurlijke personen, overeenkomstig artikel 1, paragraaf 3, 1^o en 2^o.

4.2. Sancties

4.2.1. De sancties die ten aanzien van de rechtspersoon kunnen worden uitgesproken, bestaan uit straffen en maatregelen.

4.2.2.1. De straffen zijn :

- a) de geldboete;
- b) de verbeurdverklaring;
- c) de bedrijfssluiting;
- d) de openbaarmaking van de uitspraak;
- e) de ontbinding van de rechtspersoon.

4.2.2.2. Les mesures sont les suivantes :

- a) l'élimination de certains biens meubles;
- b) la remise en l'état initial;
- c) l'interdiction d'utiliser l'installation;
- d) la désignation d'un administrateur spécial;

e) la privation de l'avantage obtenu indûment.

4.2.3. La peine visée au § 4.2.2.1, e), et la mesure définie au § 4.2.2.2, d), ne peuvent être appliquées ni aux personnes morales de droit public, ni aux groupes et partis politiques, ni aux organisations professionnelles.

4.3. L'adoption, par la personne morale condamnée, d'une autre structure juridique, n'empêche pas l'exécution de la peine. En cas d'absorption ou de fusion, la peine peut être infligée à la personne morale absorbante.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

En ce qui concerne le texte concret de l'article 1^{er}, le paragraphe 1^{er} prévoit que toutes les infractions décrites dans le Code pénal actuel et dans les lois et décrets spéciaux peuvent être commises tant par des personnes physiques que par des personnes morales. En soi, il ne s'agit pas d'une dérogation au droit pénal belge en vigueur.

Le paragraphe 2, quant à lui, constitue bien une dérogation, puisqu'il introduit la notion de responsabilité pénale des personnes morales et prévoit que les personnes morales peuvent être citées devant le tribunal pénal.

Les modalités de citation en justice des personnes morales doivent être détaillées d'autant moins que les personnes morales — qui sont, déjà, civilement responsables en cas d'amende infligée à leurs préposés — peuvent également être citées devant le tribunal pénal.

Il n'existe pas de problème particulier en la matière.

Bien entendu, comme il ressort du § 2, *in fine*, la responsabilité pénale d'une personne morale n'est invoquée que lorsque l'infraction est réputée avoir été commise par celle-ci.

Le paragraphe 3 précise à quel moment tel est le cas. Il dispose que l'infraction est réputée avoir été commise par la personne morale lorsqu'elle a été commise en vue de réaliser son objet ou de défendre ses intérêts. Cela signifie donc que l'infraction doit avoir servi soit à la réalisation de l'objet statutaire de la personne morale, soit à la défense de ses intérêts (ceci afin d'éviter que l'on définisse son objet de manière trop restrictive).

4.2.2.2. De maatregelen zijn :

- a) de onttrekking aan het verkeer;
- b) het herstel in de oorspronkelijke toestand;
- c) het verbod de installatie te gebruiken;
- d) de aanstelling van een bijzonder bewindvoerder;

e) de ontneming van het wederrechtelijk verkregen voordeel.

4.2.3. De straf bepaald onder paragraaf 4.2.2.1, e), en de maatregel bepaald onder 4.2.2.2, d), kunnen niet worden toegepast op de publiekrechtelijke rechtspersoon, evenmin als op politieke groeperingen en partijen, noch op vakorganisaties.

4.3. Het aannemen van een andere juridische structuur door de veroordeelde rechtspersoon verhindert de uitvoering van de straf niet. In geval van overname of fusie kan de straf uitgevoerd worden ten overstaan van de overnemende rechtspersoon.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Ten aanzien van de concrete tekst van artikel 1, is in paragraaf 1 opgenomen dat alle in het huidige Strafwetboek, alsook in bijzondere wetten en decreten beschreven strafbare feiten zowel door natuurlijke personen als door rechtspersonen kunnen worden begaan. Dit is op zichzelf nog geen afwijking van het huidige Belgische strafrecht.

Dat is wel het geval voor paragraaf 2, dat stelt dat de rechtspersoon strafrechtelijk aansprakelijk is en voor de strafrechtbank kan worden gedagvaard.

Er is geen verdere uitwerking vereist van de wijze waarop een rechtspersoon kan worden gedagvaard, temeer daar rechtspersonen — nu reeds civielrechtelijk aansprakelijk voor de geldboete van hun aangestelden — ook voor de strafrechtbank kunnen worden gedagvaard.

Ter zake bestaan geen bijzondere problemen.

De strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon bestaat natuurlijk alleen, zo blijkt uit paragraaf 2 *in fine*, voor zover het strafbaar feit geacht wordt door de rechtspersoon te zijn gepleegd.

Wanneer dit het geval is blijkt uit paragraaf 3. Deze paragraaf geeft aan dat het feit geacht wordt door de rechtspersoon te zijn begaan, indien het wordt gesteld ter verwezenlijking van zijn doel of ter waarneming van zijn belang. Dit betekent dus dat het feit ofwel een verwezenlijking van het statutair doel van de rechtspersoon dient in te houden, ofwel een waarneming van het belang van de rechtspersoon (dit om te vermijden dat men het statutaire doel te eng zou omschrijven).

Il faut également que l'infraction ait été commise par une personne qui soit représente la personne morale, soit a ordonné ou dirigé l'infraction, ou que l'infraction a été autorisée par une personne exerçant une fonction dirigeante au sein de la personne morale.

Il est donc possible qu'une personne exerçant par exemple une fonction dirigeante au sein de la personne morale soit habilitée à agir au nom de celle-ci et agisse également de sa propre initiative. Cette personne peut par exemple représenter la personne morale en vertu d'une représentation légale ou statutaire ou en vertu d'un mandat. Les principes établis par le droit civil et le droit des sociétés en matière de représentativité s'appliquent en l'occurrence. L'acte peut alors être imputé à la personne morale. Il ne doit d'ailleurs pas nécessairement s'agir d'un dirigeant. L'acte peut très bien avoir été commis par un subalterne, qui était habilité à l'accomplir en vertu des statuts ou d'un mandat.

Il se peut également qu'un subordonné au sein de l'entreprise ait posé l'acte et qu'il ne soit pas formellement compétent en la matière. Cet acte peut néanmoins être imputé à la personne morale s'il a été ordonné, dirigé ou autorisé par une personne occupant une fonction dirigeante au sein de la personne morale. Le fait de savoir qui peut être désigné en tant que personne occupant une fonction dirigeante au sein de la personne morale est une donnée factuelle qu'appréciera le juge du fond.

Il faut considérer qu'en adoptant une attitude passive, c'est-à-dire en s'abstenant d'intervenir alors qu'il sait par exemple que son subordonné commet un acte punissable, le dirigeant donne en fait son consentement. Il faut bien entendu au moins que le dirigeant sache ou fût censé savoir que son subordonné a posé l'acte.

Conformément aux considérations du § 3, la personne morale n'est dégagée de sa responsabilité que si un subordonné non habilité à la représenter pose un acte qui n'est pas commandé, dirigé ou autorisé par une personne occupant une fonction dirigeante au sein de la personne morale. Cela semble raisonnable. Si, par exemple, un subordonné qui n'est pas habilité à poser certains actes déterminés les accomplit quand même et enfreint ainsi les prescriptions qui existent au sein de l'entreprise, il commet un délit, mais comme aucun membre du personnel dirigeant de la personne morale n'intervient pour autoriser ou non ces actes, il n'est pas possible non plus d'adresser un reproche pénal quelconque à la personne morale. Il n'est donc pas possible d'imputer à la personne morale des actes posés par des membres de son personnel. Aucun reproche ne peut lui être adressé en ce qui les concerne. Le subordonné imprudent pourra bien être puni à titre personnel.

Selon le § 4, toutes les peines et mesures citées ci-après, à l'exception de l'emprisonnement, peuvent être infligées à la personne morale. La sanction péna-

Maar daarnaast moet het feit zelf ook gepleegd zijn door iemand die ofwel de rechtspersoon vertegenwoordigt ofwel het strafbare feit heeft bevolen of geleid, of indien het feit werd toegelaten door iemand die een leidende positie in de rechtspersoon inneemt.

Het is dus mogelijk dat bijvoorbeeld een leidinggevend persoon binnen de rechtspersoon bevoegd is om voor de rechtspersoon te handelen en ook zelf handelt. Deze persoon kan bijvoorbeeld de rechtspersoon vertegenwoordigen op basis van een wettelijke of statutaire vertegenwoordiging of op basis van een lastgeving. Ter zake gelden de civielrechtelijke en vennootschapsrechtelijke beginselen van vertegenwoordiging. De handeling kan dan aan de rechtspersoon worden toegerekend. Dit hoeft overigens geen leidinggevend persoon te zijn. Het is evenzeer mogelijk dat het een ondergeschikte is die de handeling stelt, doch daartoe statutair bevoegd is of op basis van een lastgeving.

Het is ook mogelijk dat een ondergeschikt persoon binnen het bedrijf de handeling stelde en dat hij daartoe formeel geen bevoegdheid had. Deze handeling kan toch aan de rechtspersoon worden toegerekend indien dit feit werd bevolen, geleid of toegelaten door iemand die een leidende positie in de rechtspersoon inneemt. Wie als leidinggevend persoon binnen de rechtspersoon is aan te merken, is een feitelijk gegeven dat door de feitenrechter zal worden geapprecieerd.

Het toelaten van het strafbare feit kan reeds bestaan uit een louter passieve houding van de leidinggever, die er bijvoorbeeld van op de hoogte is dat zijn ondergeschikte een bepaalde strafbare gedraging stelt en deze strafbare handeling gedooft door niet in te grijpen. Minstens is dan wel vereist dat de leidinggever weet of hoorde te weten dat de ondergeschikte de handeling stelde.

Op grond van de omschrijving in paragraaf 3 is de rechtspersoon alleen niet aansprakelijk indien een ondergeschikte die niet bevoegd is de rechtspersoon te vertegenwoordigen, een handeling stelt die niet wordt bevolen, geleid of toegelaten door iemand die een leidende positie in de rechtspersoon inneemt. Dit lijkt ook redelijk. Indien een ondergeschikte bijvoorbeeld onbevoegd is om bepaalde handelingen te stellen en dit in strijd met de voorschriften in het bedrijf, toch zou doen, waardoor een delict wordt gepleegd en geen enkele leidende figuur binnen de rechtspersoon deze handeling goedkeurt of toelaat, dan is er ook geen strafrechtelijk verwijt dat aan de rechtspersoon kan worden gemaakt. Op die manier wordt vermeden dat aan de rechtspersoon handelingen worden toegerekend van personeelsleden ten aanzien van wie geen enkel verwijt aan de rechtspersoon zelf te maken valt. De onvoorzichtige ondergeschikte zal dan wel persoonlijk kunnen worden gestraft.

Paragraaf 4 stelt dat alle hierna genoemde straffen en maatregelen, met uitzondering van de gevangenisstraf, aan de rechtspersoon kunnen worden op-

le que l'on peut infliger à la personne morale ne comprend donc pas uniquement des mesures.

Le cinquième paragraphe précise que la responsabilité pénale de la personne morale peut s'ajouter à la responsabilité ordinaire des personnes physiques, telle qu'elle est prévue dans le droit pénal classique. Cela signifie que si un reproche peut être formulé à l'encontre d'une personne physique à propos d'un délit commis dans le cadre de l'entreprise et si ce délit peut lui être imputé, par exemple sur la base des règles en matière de participation, cette personne est pénalement responsable et peut être poursuivie.

En outre, les personnes visées au § 3 sont aussi pénalement responsables, à savoir celles qui représentent la personne morale au moment où le fait punissable a été commis et celles qui ont commandé, dirigé ou autorisé le fait punissable. Ces personnes pourraient d'ailleurs sans doute déjà être poursuivies sur la base des principes classiques de la participation, mais il n'est certainement pas superflu de souligner une fois de plus qu'elles sont aussi pénalement responsables.

Grâce au § 5, il est possible de cumuler les responsabilités; l'on peut poursuivre simultanément ou séparément la personne morale et les personnes physiques. Mais on pourrait, par exemple, aussi choisir de ne poursuivre que la personne morale (même si les conditions sont également remplies pour déclarer les personnes physiques responsables) ou de ne poursuivre que les personnes physiques. Une telle liberté de choix est le corollaire logique du principe d'opportunité.

Art. 2

L'immense majorité des auteurs qui admettent la responsabilité de la personne morale sont convaincus qu'il faut également prévoir des sanctions pénales qui pourraient lui être infligées, ce qui suppose, en tout cas, que l'on adapte et élargisse l'arsenal des peines.

Il est, bien entendu, impossible d'appliquer des mesures privatives de liberté ou, en d'autres termes, des mesures d'emprisonnement à la personne morale.

Dans la situation actuelle, bien des entreprises accueillent avec le sourire les condamnations au paiement d'amendes et persistent dans leurs activités nuisibles.

C'est pourquoi il est préférable d'élaborer de nouvelles sanctions.

Il faut laisser au juge la faculté d'infliger la sanction ou la mesure la mieux adaptée aux circonstances réelles.

Le but des sanctions doit être non seulement d'empêcher que l'activité nuisible soit poursuivie, mais également d'obtenir réparation des dommages et des préjudices causés dans le passé. Cette réparation est

gelegd. De strafrechtelijke sanctie van de rechtspersoon is derhalve niet beperkt tot maatregelen.

De vijfde paragraaf maakt duidelijk dat de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon kan worden gecumuleerd met de gewone aansprakelijkheid van de natuurlijke personen, zoals deze in het klassieke strafrecht bestaat. Dit betekent dat, indien aan enig natuurlijk persoon in het kader van een bedrijfsmatig gepleegd delict een verwijt kan worden gemaakt en indien dit delict hem kan worden toegerekend, bijvoorbeeld op grond van de regels inzake de deelneming, deze persoon strafrechtelijke aansprakelijkheid oploopt en kan worden vervolgd.

Daarnaast zijn ook de personen die in paragraaf 3 zijn vermeld strafrechtelijk aansprakelijk, met name zij die de rechtspersoon vertegenwoordigen bij het plegen van het strafbare feit en zij die het strafbare feit bevolen, geleid of toegelaten hebben. Overigens zouden zij wellicht ook reeds op grond van de klassieke beginselen van de deelneming vervolgd kunnen worden, maar het is zeker niet overbodig om nogmaals te stellen dat ook zij strafrechtelijke aansprakelijkheid oplopen.

Paragraaf 5 maakt duidelijk dat een cumulatie van aansprakelijkheden mogelijk is; men kan de rechtspersoon tegelijk met de natuurlijke personen of afzonderlijk vervolgen. Maar men zou bijvoorbeeld ook kunnen verkiezen alleen de rechtspersoon te vervolgen (ook al zijn de voorwaarden voor de aansprakelijkheid van de natuurlijke personen eveneens vervuld) of om alleen de natuurlijke personen te vervolgen. Een dergelijke selectievrijheid is een logisch uitvloeisel van het opportuniteitsbeginsel.

Art. 2

De overgrote meerderheid van de auteurs, die de schuld van de rechtspersoon aanvaarden, koppelen daaraan de overtuiging, dat die rechtspersoon dan ook aan strafrechtelijke sancties moet worden blootgesteld, op voorwaarde alleszins, dat het arsenaal van straffen wordt aangepast en uitgebreid.

De vrijheidsberovende straf, of met andere woorden, de gevangenisstraf, is uiteraard uit den boze ten aanzien van de rechtspersoon.

De huidige toestand is thans zo dat heel wat bedrijven zich met de glimlach laten veroordelen tot het betalen van een geldboete en ondertussen de schadelijke activiteiten stug verderzetten.

Vandaar dat veeleer moet worden gezocht in de richting van nieuwe sancties.

Aan de rechter moet hierbij de vrijheid gegeven worden om die sanctie of maatregel op te leggen, die het meest aangepast is aan de feitelijke omstandigheden.

De sancties moeten erop gericht zijn niet alleen de voortzetting van de schadelijke activiteit in de toekomst te verbieden, maar ook het herstel van het in het verleden aangerichte leed en schade tot doel

possible grâce à l'application de l'article 7 qui oblige le condamné à procéder à la remise en l'état dans un délai déterminé.

Certaines sanctions et mesures proposées figurent déjà dans la législation environnementale belge et dans le droit pénal économique mais d'autres sont nouvelles.

L'on peut, en outre, renforcer le caractère répressif des sanctions en prévoyant une astreinte. Ce point sera explicité plus loin.

Chacune des peines et des mesures proposées doit également pouvoir être infligée séparément ou, au besoin, en combinaison l'une avec l'autre.

La proposition fait une distinction entre les peines et les mesures. Cette distinction ne manque pas d'intérêt et a un objectif.

Lorsque l'on inflige une peine, l'on réagit contre la faute qu'a commise l'auteur de l'infraction, alors que, lorsque l'on prend une mesure, c'est essentiellement en vue de protéger la société.

Dans la littérature fondée sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, l'on trouve des critères permettant de déterminer quand il convient de qualifier une sanction de peine ou de mesure.

Si la sanction représente une réaction à l'infraction et si elle vise à porter préjudice à l'auteur de l'infraction, l'on peut dire qu'il s'agit d'une peine.

Si, par contre, l'infraction donne uniquement lieu à une réaction dont le but est non pas de porter préjudice à l'auteur, mais de protéger la société, l'on peut parler d'une mesure.

Si le texte fait une distinction claire entre les peines et les mesures, ce n'est pas sans intérêt, puisque seules les peines peuvent être remises ou commuées. Ce n'est pas possible pour les mesures.

Art. 3

La confiscation (et l'élimination des biens meubles)

Le premier paragraphe de l'article 3 est repris en grande partie de l'article 33, a), du Code pénal néerlandais, qui définit de façon plus large et plus précise que l'article 42 actuel du Code pénal belge, les biens qui sont susceptibles d'être confisqués. Il importe toutefois que les règles de droit commun qui figurent aux articles 42 et 43 du Code pénal restent applicables parallèlement à la réglementation proposée à l'article 3 qui permet une confiscation plus large.

En principe, la confiscation doit frapper exclusivement l'auteur de l'infraction. En ce qui concerne les biens qui doivent être éliminés pour des raisons de sécurité, l'on n'a pas recours en première instance à

hebben. Dit laatste kan worden bereikt door artikel 7, door aan de veroordeelde de plicht op te leggen om binnen een bepaalde termijn tot het herstel in natura over te gaan.

Een aantal van de voorgestelde sancties en maatregelen zijn reeds gekend in de Belgische milieuwetgeving alsook in het economisch strafrecht. Andere zijn dan weer nieuw.

De tenuitvoerlegging van de sancties kan bovendien kracht worden bijgezet door het opleggen van een dwangsom. Meer hierover verder.

Elk van de voorgestelde straffen en maatregelen moet ook afzonderlijk kunnen worden opgelegd, of desnoods in combinatie met elkaar.

Er wordt in het voorstel een onderscheid gemaakt tussen straffen en maatregelen. Dit onderscheid is niet zonder belang en heeft een doel.

Een straf is een reactie op de schuld van de dader, terwijl een maatregel veeleer wordt opgelegd ter beveiliging van de maatschappij.

In de literatuur die gesteund is op de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, worden criteria aangegeven om te bepalen wanneer een sanctie als straf en wanneer ze als maatregel dient te worden gekwalificeerd.

Indien de sanctie een reactie op de daad is en met deze sanctie bewust leedtoevoeging voor de dader wordt beoogd, is er sprake van een straf.

Indien daarentegen de daad uitsluitend de aanleiding is voor een reactie en deze reactie geen leedtoevoeging als doelstelling heeft, doch beveiliging van de maatschappij, dan is er sprake van een maatregel.

De duidelijke aanduiding van het onderscheid in de tekst tussen straffen en maatregelen is niet zonder belang, aangezien enkel op straffen genade kan worden toegepast. Dit is niet mogelijk bij maatregelen.

Art. 3

Verbeurdverklaring (en onttrekking aan het verkeer)

De eerste paragraaf van artikel 3 is grotendeels overgenomen uit artikel 33, a), van het Nederlands Wetboek van Strafrecht, waarin een ruimere en preciezere omschrijving is te vinden van de voorwerpen die vatbaar zijn voor verbeurdverklaring, dan in het huidige artikel 42 van het Strafwetboek. Belangrijk is evenwel dat naast de in artikel 3 voorgestelde regeling, die een ruimere verbeurdverklaring mogelijk maakt, ook de gemeenrechtelijke regels van de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek blijven gelden.

In beginsel dient een verbeurdverklaring als straf uitsluitend de dader te raken. Voor voorwerpen die om veiligheidsredenen aan het maatschappelijk verkeer dienen te worden onttrokken, is niet in de eerste

la confiscation, mais bien à l'élimination dont il est question plus loin.

Comme une peine ne peut frapper qu'un auteur, l'on ne peut pas confisquer des biens appartenant à des tiers.

La confiscation ne peut être pratiquée qu'en ce qui concerne les biens meubles, ce qui est conforme à la jurisprudence et à la doctrine en vigueur, selon lesquelles l'on ne peut confisquer — en principe — que les biens meubles et les biens meubles qui sont considérés, du point de vue du droit civil, comme des biens immeubles par incorporation ou par destination.

Il convient d'examiner qui était propriétaire des biens à confisquer au moment où l'infraction a été commise. C'est logique, car, sinon, un condamné pourrait se soustraire à la confiscation en se défaisant de certains biens après avoir commis l'infraction. Il ne lui servira plus à rien de le faire, car le juge se basera, pour se prononcer, sur la réponse à la question de savoir qui était propriétaire des biens au moment où l'infraction a été commise, ce qui est conforme à la doctrine et à la jurisprudence en vigueur en Belgique.

Le juge n'est pas obligé de procéder à la confiscation. Il y a donc une différence par rapport aux dispositions des articles 42 et suivants du Code pénal, selon lesquels le juge devra prononcer la confiscation.

Lorsque les biens devant être confisqués n'ont pas été saisis, l'exécution de la confiscation n'ira pas sans difficultés. A cet égard, il est nécessaire que le juge estime la valeur pécuniaire du bien. Au cas où le condamné ne remettrait pas le bien en question, le receveur des amendes pénales pourrait percevoir la valeur estimée du bien confisqué qui est mentionnée dans le jugement.

L'élimination des biens meubles ne constitue pas une peine, elle est donc imposée non pas en réaction contre la faute de l'auteur, mais plutôt pour protéger la société.

Il existe des biens dont la possession non contrôlée pourrait constituer un danger général (par exemple des substances toxiques, des matériaux nucléaires). Il se peut également que cette possession non contrôlée soit contraire à la loi ou que le danger existe que ces objets servent à préparer ou à commettre des délits.

Dans tous ces cas, il convient d'éliminer ces objets dans le souci d'assurer la sécurité collective.

Il faut bien entendu que cela soit également possible lorsque les objets en question appartiennent à un tiers, et ce même si ce tiers n'est en rien coupable. C'est là que réside la différence par rapport à la confiscation.

Comme l'on porte ainsi atteinte à la propriété, il convient de prévoir une indemnité pécuniaire conformément à l'article 1^{er}, premier alinéa, du premier

plaats de verbeurdverklaring, maar de onmiddellijk daarna besproken onttrekking aan het verkeer bedoeld.

Aangezien een straf uitsluitend de dader kan treffen en geen derden, kan niet worden overgegaan tot de verbeurdverklaring van goederen van derden.

De verbeurdverklaring is alleen mogelijk voor roerende goederen. Dit sluit aan bij de heersende jurisprudentie en doctrine, die stelt dat in beginsel alleen roerende goederen en de roerende goederen die civielrechtelijk als onroerend worden beschouwd door incorporatie of door bestemming, kunnen worden verbeurdverklaard.

De eigendom van de verbeurd te verklaren voorwerpen dient beoordeeld te worden op het ogenblik van het plegen van het misdrijf. Het is logisch omdat anders een veroordeelde aan de verbeurdverklaring zou kunnen ontsnappen door zich na het plegen van het strafbaar feit van bepaalde goederen te ontdoen. Dit zal dus zinloos zijn omdat de rechter de eigendom van de goederen op het ogenblik van het plegen van het feit zal beoordelen. Dit sluit eveneens aan bij de heersende rechtsleer en rechtspraak in België.

De rechter is niet verplicht om tot verbeurdverklaring over te gaan. Dit is een verschil met artikel 42 en volgende van het Strafwetboek, waar de rechter de verbeurdverklaring zal moeten uitspreken.

Wanneer de verbeurd te verklaren voorwerpen niet in beslag werden genomen, zal de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring onzeker zijn. In dit geval is het noodzakelijk dat de rechter de waarde van het voorwerp op een geldelijk bedrag schat. Indien de veroordeelde het voorwerp niet uitlevert, kan de ontvanger der penale boeten de in het vonnis geschatte waarde van het verbeurdverklaarde voorwerp incasseren.

De onttrekking aan het verkeer is geen straf en wordt dus niet opgelegd als reactie op de schuld van de dader, maar veeleer om de maatschappij te beveiligen.

Er zijn voorwerpen waarvan het ongecontroleerd bezit een algemeen gevaar zou kunnen opleveren (bijvoorbeeld toxische stoffen, kernmateriaal). Het kan ook zijn dat dit ongecontroleerd bezit in strijd is met de wet of het gevaar bestaat dat deze voorwerpen kunnen dienen tot de voorbereiding of het begaan van misdrijven.

In al die gevallen is het in het belang van de beveiliging van de maatschappij dat deze voorwerpen aan het maatschappelijk verkeer worden onttrokken.

Dit dient vanzelfsprekend ook mogelijk te zijn wanneer deze voorwerpen aan een derde toebehoren, ook indien de derde geen enkele schuld treft. Dit is juist het verschil met de verbeurdverklaring.

Omdat er een inbreuk wordt gemaakt op het eigendomsrecht, dient er overeenkomstig artikel 1, eerste lid, van het eerste toegevoegde protocol bij het

protocole annexé à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. C'est ce qui est fait à l'article 4.

Comme l'élimination des biens meubles est une mesure visant à protéger la société, elle ne doit pas être possible seulement en cas de condamnation. C'est la raison pour laquelle l'article 4, § 1^{er}, dispose que le juge peut décider d'éliminer certains biens, même si le prononcé de la condamnation est suspendu.

La prescription est un exemple de cas d'irrecevabilité de l'action publique. En cas d'extinction de l'action publique, le juge pourrait prononcer l'élimination des biens meubles.

Le droit pénal allemand comme le droit pénal néerlandais disposent que le tiers de bonne foi dont les biens ont été éliminés peut obtenir une indemnisation du préjudice subi.

Comme l'on ne peut confisquer que des biens appartenant au condamné, il n'est pas nécessaire d'instaurer une telle règle pour ce qui est des biens confisqués. Mais il est toujours possible d'éliminer des biens appartenant à des tiers, même si la culpabilité de ces tiers n'a pas été établie. C'est pourquoi il est prévu que le juge peut ordonner le versement d'une indemnité pécuniaire. Il ne s'agit pas d'un automatisme, puisque le juge doit tenir compte des circonstances spécifiques du cas en question.

Art. 4

La fermeture de l'entreprise

La fermeture de l'entreprise contribue à mettre un terme à la situation préjudiciable. Elle ne constitue, toutefois, pas une mesure.

Il est vrai que l'on peut également mettre fin à une situation préjudiciable en appliquant une mesure moins radicale, à savoir l'interdiction d'encore utiliser l'installation.

C'est la raison pour laquelle il convient de qualifier la fermeture de l'entreprise de peine et non pas de mesure.

Il s'agit d'une peine très lourde et très radicale que l'on peut infliger uniquement en cas de récidive.

Il paraît injustifié en droit d'infliger une peine comme la fermeture de l'entreprise dès la première infraction.

Le juge pénal n'est d'ailleurs pas obligé d'infliger cette peine chaque fois qu'il y a récidive; il suffit qu'il dispose de la possibilité de le faire.

Comme la fermeture de l'entreprise constitue une peine, elle n'est pas applicable pour une durée indéterminée, comme c'est le cas de l'interdiction d'utiliser une installation déterminée. Une période de

EVRM te worden voorzien in een geldelijke tegemoetkoming. Dit wordt gerealiseerd in artikel 4.

De onttrekking aan het verkeer moet niet alleen mogelijk worden gemaakt bij een veroordeling, gelet op het beveiligingskarakter ervan. Vandaar dat in artikel 4, paragraaf 1, wordt voorzien dat ook indien opschorting van de uitspraak van de veroordeling wordt uitgesproken, de rechter kan beslissen bepaalde voorwerpen aan het verkeer te onttrekken.

Een voorbeeld van niet-ontvankelijkheid van de strafvordering is de verjaring. In geval van verval van de strafvordering zou de onttrekking door de rechter kunnen worden uitgesproken.

Zowel in het Duitse als in het Nederlandse strafrecht is bepaald dat de derde te goeder trouw, wiens voorwerpen worden onttrokken aan het verkeer, vergoeding van zijn schade kan verkrijgen.

Er bestaat geen aanleiding om een dergelijke regel in te voeren ten aanzien van de verbeurdverklarde goederen, omdat verbeurdverklaring slechts mogelijk is ten aanzien van goederen die aan de veroordeelde toebehoren. Maar onttrekking aan het verkeer kan steeds ten aanzien van voorwerpen die aan derden toebehoren, ook indien de schuld van de derde niet vaststaat. Vandaar dat erin voorzien wordt dat de rechter een geldelijke tegemoetkoming kan bevelen. Dit is geen automatisme, omdat de rechter vanzelfsprekend rekening dient te houden met de specifieke omstandigheden van het geval.

Art. 4

De bedrijfssluiting

Door de bedrijfssluiting wordt in de hand gewerkt dat de schadelijke toestand een einde neemt. Nochtans heeft de bedrijfssluiting zelf niet het karakter van een maatregel.

Wel is het zo dat het doen ophouden van een schadelijke toestand ook kan worden bereikt door een minder vergaande stap, met name het verbod om de installatie verder te gebruiken.

De bedrijfssluiting dient daarom te worden gekwalificeerd als straf en niet als maatregel.

Het is een zware en zeer ingrijpende straf, die uitsluitend kan worden toegepast indien er sprake is van herhaling.

Het lijkt vanuit rechtspolitiek oogmerk niet verantwoord om reeds bij een eerste inbreuk de bedrijfssluiting als straf mogelijk te maken.

De strafrechter is bovendien ook niet verplicht deze straf op te leggen bij elk geval van herhaling; het is voldoende dat hij over de mogelijkheid beschikt om zulks te doen.

Aangezien de bedrijfssluiting een straf is, dient deze sanctie ook niet voor onbepaalde duur te gelden, zoals het verbod tot gebruik van een bepaalde installatie. Een periode van ten hoogste vijf jaar lijkt vol-

5 ans au plus semble suffisante. Le juge pénal peut adapter la durée à la nature de l'infraction et à la personnalité de son auteur. Il ne paraît pas nécessaire de prescrire une durée minimale.

Si l'on utilise les termes « lorsque la personne physique ou morale condamnée », c'est parce que — si l'on ne le faisait pas — on pourrait abuser de la structure adoptée par l'entreprise pour tourner la réglementation applicable en cas de récidive. En effet, un gérant peut quitter l'entreprise et créer une nouvelle entreprise pour tourner la réglementation applicable en cas de récidive et se soustraire ainsi à la peine sévère infligée dans ce cas, à savoir la fermeture de l'entreprise. La formulation choisie exclut cette possibilité, comme indiqué ci-dessus. Il est également possible de procéder à une fermeture de l'entreprise lorsque celle-ci est, non pas une personne morale, mais une personne physique.

En jurisprudence s'est posée, spécifiquement en ce qui concerne les délits environnementaux, la question de savoir si le juge peut ordonner la fermeture d'une entreprise lorsque celle-ci dispose d'une autorisation d'exploitation administrative relative à l'activité polluante.

On s'est demandé si la décision judiciaire de fermer l'entreprise est conciliable avec la décision administrative d'autoriser l'activité. Le même problème se pose évidemment aussi en ce qui concerne l'interdiction d'encore utiliser l'installation. A quel point cette décision de fermeture est-elle contraire au principe étatique de la séparation des pouvoirs ?

La Cour de cassation a estimé initialement, dans ses arrêts du 27 avril 1962 et du 26 novembre 1974, que le juge n'a pas compétence pour ordonner des mesures directes qui seraient contraires aux mesures prescrites par l'administration dans l'intérêt général ou qui seraient de nature à porter atteinte à l'existence même de l'établissement.

La doctrine en a conclu que le juge pénal ne pouvait pas ordonner la fermeture d'une entreprise disposant d'une autorisation.

D'après le professeur Bocken, le principe de la séparation des pouvoirs ne limite en rien le pouvoir qu'a le juge d'ordonner la fermeture d'un établissement, même si une autorisation a été accordée pour cette activité.

En effet, le juge pénal ne peut pas se prononcer sur l'opportunité d'un acte juridique administratif.

Dans un arrêt du 26 juin 1980, la Cour de cassation a estimé que le principe de la séparation des pouvoirs n'empêche plus que le juge ordonne la fermeture d'une entreprise disposant d'une autorisation; il ne peut, toutefois, pas se substituer à l'autorité administrative lorsque celle-ci dispose de la faculté de prendre une décision. C'est ce qu'il ferait, par exemple, en ordonnant l'exécution de travaux d'adaptation pour lesquels une autorisation est requise.

doende. De strafrechter kan de precieze duur aanpassen aan de aard van het feit en de persoonlijkheid van de dader. Het lijkt ook niet noodzakelijk om een minimumduur voor te schrijven.

Er wordt gebruik gemaakt van de bewoording « indien de veroordeelde natuurlijke persoon of rechtspersoon », omdat anders de vennootschapsstructuur zou kunnen worden misbruikt, om de herhalingsregeling te omzeilen. Een zaakvoerder kan immers het oorspronkelijk bedrijf verlaten en gewoon een nieuw bedrijf oprichten om te trachten de herhaling met de eraan gekoppelde ernstige straf van de bedrijfssluiting te omzeilen. Door de gekozen formulering, zoals hierboven aangeduid, wordt dit vermeden. Ook is een bedrijfssluiting mogelijk indien het bedrijf een fysieke persoon is en geen rechtspersoon.

In de rechtspraak is het probleem gerezen, meer specifiek wat milieudelicten betreft, of de rechter de mogelijkheid heeft de bedrijfssluiting te bevelen ten aanzien van een onderneming die over een administratieve exploitatievergunning beschikt voor de verontreinigende activiteit.

De vraag rees in de rechtspraak of de rechterlijke beslissing tot sluiting te rijmen valt met de administratieve beslissing om de activiteit te vergunnen. Ditzelfde probleem doet zich natuurlijk ook voor ten aanzien van het verbod om de installatie nog verder te gebruiken. De vraag is in hoeverre een dergelijke sluitingsbeslissing indruist tegen het staatsrechtelijke beginsel van de scheiding der machten.

Oorspronkelijk nam het Hof van Cassatie in zijn arresten van 27 april 1962 en 26 november 1974 aan dat de rechter niet bevoegd is om rechtstreekse maatregelen te bevelen die in tegenstelling zouden zijn met die welke door de administratieve overheid in het algemeen belang zouden zijn voorgeschreven of die van aard zouden zijn het bestaan zelf van de inrichting aan te tasten.

De rechtsleer leidde hieruit af dat het de strafrechter verboden was de bedrijfssluiting te bevelen van een vergunde inrichting.

Professor Bocken stelde dat het beginsel van de scheiding der machten geen beperking vormt voor de bevoegdheid van de rechter om de sluiting van een inrichting te bevelen, zelfs indien voor deze activiteit een vergunning werd verleend.

De strafrechter mag zich immers niet uitspreken over de opportuniteit van een administratieve rechtshandeling.

Een Cassatiearrest van 26 juni 1980 stelde dat het beginsel van de scheiding der machten geen hinderpaal meer vormt voor de bedrijfssluiting van een vergunde inrichting, maar met die beperking dat de rechter zich niet in de plaats mag stellen van de administratieve overheid, waar deze over een beslissingsbevoegdheid beschikt. Daarvan zou bijvoorbeeld sprake zijn indien de rechter het bevel zou opleggen tot het uitvoeren van een aanpassingswerkzaamheid waarvoor een vergunning vereist wordt.

Il ressort de ce qui précède que, sur la base de la jurisprudence récente de la Cour de cassation, il n'y a plus aucun problème en ce qui concerne le pouvoir d'ordonner la fermeture d'un établissement disposant d'une autorisation.

La fermeture de l'entreprise peut être imposée uniquement si l'entreprise est la propriété de la personne physique poursuivie ou si c'est la personne morale elle-même qui est poursuivie. En cas de poursuites dirigées uniquement contre une personne physique travaillant au sein de la personne morale, la fermeture de l'entreprise ne peut pas être ordonnée, car le faire reviendrait à infliger une peine à une autre personne qu'à l'auteur de l'infraction, ce qui n'est pas possible, puisqu'une peine n'est pas une mesure de protection.

Art. 5

La publicité du jugement

Certains décrets wallons récents relatifs à l'environnement ont instauré une sanction de ce type. Le décret wallon sur les eaux de surface permet également au juge d'ordonner la publication du jugement dans la presse, aux frais du contrevenant, selon les modalités que le juge communique.

La plupart des auteurs souhaitent que cette sanction soit plus souvent utilisée, parce qu'elle est considérée comme très efficace, la publication touchant à l'image de marque de l'entreprise. On a pu constater aussi aux Pays-Bas que la publication inscrite, en tant que peine, dans la loi sur les délits économiques, a un important effet sur les entreprises. Elle permet de dénoncer publiquement les combines des chefs d'entreprises.

C'est le juge pénal qui doit apprécier l'opportunité d'appliquer cette sanction. C'est pourquoi la publication n'est que facultative.

Bien que la publication, qui est une peine, puisse avoir parfois le caractère d'une mesure de protection, elle constitue d'abord une réaction contre le coupable et un instrument permettant de lui porter volontairement préjudice.

Le droit pénal belge connaît déjà la sanction de la publication. Elle est plus précisément inscrite dans la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

Comme la publication constitue une peine, elle ne peut pas être infligée en cas d'acquiescement ou d'absence de poursuites, lorsqu'il est pourtant établi que l'infraction a été commise.

Art. 6

La dissolution de la personne morale constitue bien entendu la peine la plus lourde, et elle ne peut

Hieruit volgt dat op grond van de recente Cassatie-rechtspraak er zich geen probleem meer stelt wat betreft het bevelen van de sluiting van een vergunde inrichting.

De bedrijfssluiting kan uitsluitend worden opgelegd indien hetzij het bedrijf eigendom is van de natuurlijke persoon die wordt vervolgd of indien de rechtspersoon zelf wordt vervolgd. Indien uitsluitend een natuurlijke persoon wordt vervolgd die werknemer is bij de rechtspersoon, kan de bedrijfssluiting niet worden opgelegd. In dit geval zou immers een straf worden opgelegd aan een ander dan de dader, wat niet kan, aangezien het een straf betreft en geen beveiligingsmaatregel.

Art. 5

De openbaarmaking van de uitspraak

Een dergelijke sanctie werd door enkele recente Waalse milieudecreten ingevoerd. Ook het Waalse oppervlaktewaterendecreet kent aan de rechter de mogelijkheid toe om de publikatie van het vonnis te bevelen in de pers, op kosten van de veroordeelde volgens de modaliteiten die de rechter ter kennis brengt.

De meeste auteurs pleiten voor een toenemend gebruik van deze sanctie, aangezien zij als zeer effectief wordt beschouwd, omdat door een publikatie een bedrijf in zijn « corporate image » wordt aangetast. Ook in Nederland mocht men reeds ervaren in de wet op de economische delicten dat de publikatie als bedrijfsstraf een krachtig effect heeft. Op die manier wordt de knoeierij van ondernemers publiek aan de kaak gesteld.

De opportuniteit van de toepassing van deze sanctie dient door de strafrechter te worden beoordeeld. Vandaar dat de openbaarmaking slechts facultatief is.

Hoewel de openbaarmaking wellicht soms ook een beveiligingskarakter kan hebben, is deze sanctie in de eerste plaats een reactie op de schuld van de dader en een vorm van bewuste leedtoevoeging.

De sanctie van de openbaarmaking is ook reeds in het Belgisch strafrecht gekend, meer bepaald in de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

Aangezien het een straf is, kan de openbaarmaking niet worden opgelegd bij een vrijspraak of ontslag van rechtsvervolging indien zal vaststaan dat het strafbaar feit is begaan.

Art. 6

De ontbinding van de rechtspersoon is uiteraard de allerzwaarste straf, die enkel in die specifieke

être infligée que dans les cas spécifiques décrits dans l'article proposé.

La dissolution judiciaire doit être évitée autant que possible; il est préférable de poursuivre la réparation des dommages causés.

La dissolution ne peut être prononcée que lorsque la personne morale a été créée pour l'exercice délibéré d'une activité contraire à la loi ou à un décret.

La peine que constitue la dissolution n'est applicable ni aux personnes morales de droit public, ni aux partis ou groupes politiques, ni aux syndicats professionnels. Si elle y était applicable, il y aurait, en effet, atteinte aux libertés définies dans la Constitution.

Art. 7

L'élimination des biens meubles

Il convient de se référer à ce qui a été expliqué ci-dessus concernant la confiscation.

Art. 8

La remise en l'état initial

L'on a déjà dit ci-dessus que les nouvelles sanctions sont nécessaires parce que les peines principales classiques ne permettent ni d'éliminer les conséquences néfastes du dommage causé ni de mettre fin à la situation néfaste.

C'est précisément ce que doivent permettre les mesures en question.

La plupart des sanctions qui figurent dans cette catégorie ne visent pas à punir l'auteur et ne constituent pas, en tant que telles, une réaction à la culpabilité de l'auteur. Leur objectif est plutôt d'éliminer les conséquences négatives d'une situation néfaste, pour l'avenir ou pour le passé.

De nombreuses lois flamandes relatives à l'environnement comportent déjà le principe de la remise en l'état.

Cette mesure vise incontestablement à éliminer les conséquences néfastes de l'infraction.

Si le juge pénal impose une remise en état, il doit fixer, dans le jugement, le délai dans lequel elle doit être exécutée. Si cette remise en l'état n'a pas eu lieu dans le délai fixé par le juge, l'autorité administrative compétente peut y procéder et réclamer ultérieurement le remboursement des frais de celle-ci au condamné.

Le juge déterminera dans le jugement quelle est l'autorité administrative qui est compétente en la

gevalen kan worden toegepast, zoals omschreven in het voorgestelde artikel.

De gerechtelijke ontbinding dient zoveel mogelijk vermeden te worden en veeleer dient er gestreefd te worden naar een herstel van de berokkende schade.

Ontbinding kan enkel en alleen worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon werd opgericht om doelbewust en met kennis van zaken een activiteit uit te oefenen die strijdig is met de wet of een decreet.

De straf van ontbinding is niet toepasselijk op publiekrechtelijke rechtspersonen, evenmin als op politieke partijen en groeperingen en beroepssyndicaten. Dit zou immers de grondwettelijk vastgelegde vrijheden in het gedrang brengen.

Art. 7

Onttrekking aan het verkeer

Zie hetgeen dienaangaande reeds hierboven met betrekking tot de verbeurdverklaring werd uiteengezet.

Art. 8

Herstel in de oorspronkelijke toestand

Er werd reeds hierboven gesteld dat nieuwe sancties noodzakelijk zijn, omdat met de klassieke hoofdstaffen niet kan worden bereikt dat de nadelige gevolgen van de veroorzaakte schade worden weggenomen of dat minstens de schadelijke toestand voor de toekomst zal worden beëindigd.

Dit dient nu precies te worden bereikt met de maatregelen.

De meeste sancties onder deze categorie hebben niet tot doel de dader te straffen en als zodanig een reactie te vormen op de schuld van de dader. Zij dienen er veeleer toe de negatieve gevolgen van een schadelijke toestand voor de toekomst of het verleden teniet te doen.

Vele Vlaamse milieuwetten kennen reeds het zogenaamd herstel in natura.

Deze maatregel is er onmiskenbaar op gericht om de schadelijke gevolgen die het strafbaar feit teweegbracht weg te nemen.

Indien wordt overgegaan tot oplegging van een herstel in natura dient de strafrechter steeds in het vonnis de termijn te bepalen waarbinnen het herstel moet zijn uitgevoerd. Indien de uitvoering niet binnen de door de rechter opgedragen termijn tot stand kwam, kan de bevoegde administratieve overheid dit herstel zelf uitvoeren en nadien de kosten ervan terugvorderen van de veroordeelde.

De rechter zal in het vonnis bepalen welke administratieve overheid daartoe bevoegd is. Hier ligt

matière. L'autorité administrative dispose bien entendu, à cet égard, d'une certaine liberté d'appréciation.

Art. 9

L'interdiction d'utiliser l'installation

La remise en l'état antérieur dont il a été question ci-dessus vise à éliminer les dommages causés dans le passé.

Ce qui est peut-être encore plus important, c'est qu'il existe également une mesure grâce à laquelle l'on met fin au dommage pour ce qui est de l'avenir. Tel est l'objet de l'article 8, selon lequel le juge peut interdire au condamné d'encore utiliser l'installation qui a été la cause du dommage.

L'objectif de cette sanction est clair. Il s'agit d'assurer une protection contre des dommages ultérieurs. C'est donc non pas une peine, mais une mesure de protection.

C'est la raison pour laquelle il ne faut pas nécessairement qu'une condamnation ait été prononcée pour que l'on puisse ordonner l'interdiction. Elle peut également être ordonnée lorsque seule une suspension est ordonnée.

Il est, en effet, possible que, pour des raisons sociales, l'on accorde au condamné le bénéfice d'une suspension, alors qu'il est indispensable que l'on ordonne l'interdiction d'encore utiliser l'installation.

L'interdiction d'utiliser l'installation est une mesure moins radicale que la fermeture de l'entreprise. En principe, le reste de l'entreprise peut continuer à fonctionner.

L'interdiction peut également être ordonnée lorsque l'installation n'appartient pas en propriété au condamné.

Art. 10

Désignation d'un administrateur spécial

L'article 8, b), de la loi néerlandaise sur les délits économiques prévoit également la désignation d'un administrateur.

Selon la littérature juridique, le principe de la désignation d'un administrateur pour l'entreprise du condamné constitue la dernière étape avant la fermeture de l'entreprise.

Cette mesure peut être très indiquée, par exemple, lorsqu'une petite ou moyenne entreprise viole la législation par ignorance. Dans un tel cas, l'administrateur peut avoir une fonction d'encadrement et une fonction consultative importantes au niveau du management.

Le fait que l'on ordonne très souvent, en application du droit civil, qu'une société soit mise sous séquestre montre d'ailleurs bien qu'il n'est pas impossible de désigner un administrateur.

vanzelfsprekend een zekere beoordelingsvrijheid bij de administratieve overheid.

Art. 9

Het verbod de installatie te gebruiken

Het hoger besproken herstel in de vroegere toestand is erop gericht de in het verleden ontstane schade weg te nemen.

Misschien nog belangrijker is dat er ook een maatregel bestaat die de schade voor de toekomst doet ophouden. Dit dient te worden bereikt met artikel 8, dat inhoudt dat de rechter aan de veroordeelde het verbod kan opleggen de installatie die de schade heeft veroorzaakt verder te gebruiken.

Het doel van deze sanctie is duidelijk, namelijk beveiliging tegen verdere schade. Het is derhalve geen straf, doch een beveiligingsmaatregel.

Het is daarom ook niet nodig dat er een veroordeling wordt vastgesteld om het verbod op te leggen. Dit kan ook wanneer er slechts een opschorting wordt uitgesproken.

Het lijkt immers goed mogelijk dat om sociale redenen aan de veroordeelde de gunst van de opschorting wordt toegekend, terwijl het toch vereist is dat het verbod de installatie verder te gebruiken wordt opgelegd.

Het verbod de installatie te gebruiken is een minder ingrijpende maatregel dan de bedrijfssluiting. De rest van het bedrijf kan in principe verder blijven functioneren.

Het verbod kan ook worden opgelegd, wanneer de installatie niet in eigendom aan de veroordeelde toebehoort.

Art. 10

Aanstelling van een bijzonder bewindvoerder

Artikel 8, b), van de Nederlandse wet op de economische delicten kent eveneens de onderbewindstelling.

Het onderbewindstellen van een onderneming van de veroordeelde wordt in de literatuur verdedigd als een laatste stap vóór de bedrijfssluiting.

Deze maatregel kan zeer aangewezen zijn indien bijvoorbeeld een kleine of middelgrote onderneming uit onwetendheid de wetgeving met voeten treedt. In een dergelijk geval kan de bewindvoerder een belangrijke begeleidende en adviserende functie hebben ten aanzien van het management.

Dat het overigens niet onmogelijk is om een bewindvoerder aan te stellen blijkt wel uit het feit dat civielrechtelijk zeer vaak de aanstelling van een sekwester over een vennootschap wordt bevolen.

La mission dont sera chargé l'administrateur devra nécessairement être limitée, en ce sens qu'il devra se contenter de veiller à ce que le condamné respecte à l'avenir la législation qu'il a violée. C'est pourquoï l'on parle d'un administrateur « spécial ».

Le juge peut spécifier la tâche de l'administrateur.

Le condamné comme l'administrateur spécial lui-même peuvent, ensuite, à nouveau saisir le tribunal en vue de faire suspendre la mesure. Ils le feront, lorsque l'administrateur aura accompli sa mission.

Art. 11

Privation de l'avantage obtenu indûment

Le droit pénal néerlandais et le droit pénal allemand connaissent tous deux cette sanction. En vertu de l'article 36, e), du Code pénal néerlandais, celui qui est condamné pour infraction peut être obligé de payer à l'Etat, en espèces, le montant de l'avantage présumé que lui a rapporté l'infraction. Il est également expressément précisé que l'économie de frais réalisée est aussi considérée comme un avantage. L'article 10 s'inspire largement de cette disposition néerlandaise.

Cette sanction est également jugée nécessaire en Belgique parce qu'il est souvent impossible de tenir compte suffisamment de l'importance de l'avantage financier, rapporté par l'infraction lorsque l'on fixe le montant de l'amende.

En République fédérale d'Allemagne également, l'on justifie cette sanction par la nécessité de restaurer l'ordre juridique violé en privant l'auteur du délit de l'avantage que celui-ci lui a apporté. Il est exact que l'amende ne suffit pas pour que cet objectif puisse être réalisé. Il peut être très important de prévoir cette sanction en particulier en ce qui concerne l'application du droit pénal en matière environnementale dans la mesure où l'on peut réaliser d'importantes économies en se livrant à des activités sans se soucier des pollutions qu'elles causent. Le montant de ces économies est souvent bien plus important que le montant maximum de l'amende. Il suffit de penser à la législation relative à la pollution des eaux de surface; en refusant de construire une installation d'épuration nécessaire, l'on peut réaliser facilement une économie de 50 millions de francs ou plus (et, donc, s'arroger un avantage patrimonial de cet ordre).

Le texte de l'article 10 proposé permet d'infliger une telle privation de l'avantage obtenu indûment, y compris les économies réalisées. Il faut souligner que le juge n'est pas obligé d'appliquer cette sanction, qu'elle est facultative.

Le deuxième alinéa permet au juge d'estimer lui-même l'avantage rapporté par l'infraction, étant don-

De opdracht van de bewindvoerder zal noodzakelijkerwijze ertoe beperkt dienen te blijven dat de geschonden wetgeving door de veroordeelde in de toekomst wordt nageleefd. Vandaar dat ook wordt gesproken van een « bijzonder » bewindvoerder.

De rechter kan de taak van de bewindvoerder nader specificeren.

Zowel de veroordeelde als de bijzonder bewindvoerder zelf, kunnen de zaak opnieuw aanhangig maken voor de rechter om de maatregel te laten opheffen. Dit zal het geval zijn wanneer de opdracht van de bewindvoerder is vervuld.

Art. 11

Ontneming van het wederrechtelijk voordeel

Deze sanctie is zowel in het Nederlandse als in het Duitse strafrecht bekend. Krachtens artikel 36, e), van het Nederlandse Wetboek van Strafrecht kan aan degene die wegens een strafbaar feit wordt veroordeeld, de verplichting worden opgelegd tot betaling aan de Staat van een geldbedrag dat overeenstemt met het geschatte voordeel dat hij door het strafbare feit heeft verkregen. Daarbij is eveneens uitdrukkelijk gestipuleerd dat onder voordeel ook de besparing van de kosten is begrepen. Artikel 10 leunt zeer nauw aan bij deze Nederlandse bepaling.

In België wordt deze sanctie eveneens noodzakelijk geacht omdat het financiële voordeel dat door het strafbare feit wordt verkregen vaak op onvoldoende wijze in de geldboete kan worden verdisconteerd.

Ook in de Duitse Bondsrepubliek wordt de noodzaak van deze sanctie gemotiveerd door de vereiste de geschonden rechtsorde te herstellen door het voordeel dat door het delict werd verkregen van de dader weg te nemen. Dit laatste kan inderdaad door de geldstraf onvoldoende gerealiseerd worden. Het invoeren van deze sanctie kan in het bijzonder voor het milieustrafrecht zeer belangrijk zijn omdat door milieuverontreiniging vaak belangrijke kostenbesparingen kunnen worden gerealiseerd. Veelal zijn deze besparingen veel hoger dan het maximale bedrag van de geldboete. Men denke aan de wetgeving met betrekking tot de verontreiniging van oppervlaktewateren, waar door de weigering een zuiveringsinstallatie te bouwen een kostenbesparing (en dus een vermogensvoordeel) kan worden gerealiseerd die vlug tot 50 miljoen frank of meer kan oplopen.

De voorgestelde formulering van artikel 10 laat een dergelijke ontneming van wederrechtelijk verkregen voordeel, waarin kostenbesparingen zijn inbegrepen, toe. De rechter is niet verplicht om deze sanctie toe te passen. Ze is facultatief.

De tweede alinea bepaalt dat de rechter het bedrag van het verkregen voordeel door schatting kan

né qu'il est souvent difficile, du point de vue comptable, de le chiffrer exactement.

Il est question, en l'espèce, d'une mesure et non pas d'une réaction, face à la culpabilité de l'auteur, en vue, d'abord, de lui porter préjudice.

La sanction doit plutôt servir à priver l'auteur de l'infraction des effets positifs de celle-ci.

Actuellement, l'on ne peut priver un tiers de l'avantage patrimonial dont il bénéficie que s'il est établi qu'il savait ou devait savoir que cet avantage découlait d'une infraction. C'est ce que précise le troisième alinéa.

Il peut arriver, en effet, que d'importants bénéfices réalisés, par exemple grâce au trafic de déchets, soient ultérieurement transférés à un tiers. Dans ce cas, l'on peut priver le tiers de ce montant s'il savait ou aurait dû savoir que l'avantage obtenu découlait d'une infraction.

Il convient de remarquer que la condamnation à rembourser la plus-value acquise par un bien meuble à la suite d'un délit urbanistique constituait déjà une sanction de ce type en droit belge. Cette plus-value représente une forme d'enrichissement indu. Il arrive, toutefois, qu'il soit impossible de prouver qu'un immeuble a bénéficié d'une plus-value, même si un très net enrichissement est constaté. Ce pourra, par exemple, être le cas d'un entrepreneur qui omet d'installer un filtre permettant d'épurer les fumées et les gaz qui sont émis dans l'air. Son inaction ne permettra pas à son établissement d'acquérir une plus-value, mais elle lui procurera quand même indûment un avantage considérable. La privation de l'avantage perçu indûment dépasse donc largement en portée la simple privation de la plus-value.

Art. 12

Possibilité de combiner les différentes sanctions

Jusqu'à présent, la législation belge ne permettait d'infliger des sanctions complémentaires, en cas de condamnation, que s'il y avait une sanction principale. Or, il faut que les sanctions complémentaires puissent également être infligées séparément.

C'est une nécessité dont l'article 11 proposé tient compte expressément.

L'article 9, troisième alinéa, du Code pénal néerlandais et l'article 9 de la loi néerlandaise sur les délits économiques tiennent d'ailleurs compte, eux aussi, expressément de cette nécessité. L'article 11 proposé s'en inspire fortement.

Par conséquent, toutes les sanctions définies dans les articles précédents peuvent être infligées soit séparément, soit en même temps que d'autres sanctions complémentaires. Dès le moment où l'on peut

bepalen, omdat het immers boekhoudkundig vaak moeilijk zal zijn om exact aan te geven hoe hoog het voordeel is dat door het delict werd verkregen.

Het betreft een maatregel. Het is immers geen reactie op de schuld van de dader, waarmee in de eerste plaats een leedtoevoeging is bedoeld.

De sanctie heeft veeleer tot doel de positieve gevolgen van het delict voor de dader weg te nemen.

Alleen indien het vermogensvoordeel zich thans bij een derde bevindt en deze derde wist of had moeten weten dat het voordeel betrekking had op het strafbare feit, kan het vermogensvoordeel ook worden ontnomen indien het aan een derde toebehoort. Dit is voorzien in het derde lid.

Het is immers mogelijk dat bijvoorbeeld door afvalzwendel belangrijke winsten werden gemaakt, die vervolgens aan een derde worden overgedragen. In dit geval kan het bedrag dus ook van de derden worden afgeroomd indien deze wist of had moeten weten dat het voordeel dat hij verkreeg betrekking had op het strafbare feit.

Opgemerkt dient te worden dat in het Belgisch recht reeds een gelijkwaardige sanctie bekend was, namelijk de veroordeling tot betaling van de meerwaarde die een onroerend goed door een stedbouw-misdrijf heeft verkregen. Deze meerwaarde is een vorm van wederrechtelijke verrijking. Soms is een meerwaarde aan een onroerend goed niet te bewijzen, maar is er toch een aanmerkelijke verrijking geweest. Dit kan het geval zijn indien bijvoorbeeld een ondernemer geen rookfilter plaatst voor de geëmitteerde gassen in de lucht. Daardoor krijgt zijn inrichting weliswaar geen meerwaarde, maar toch geniet hij een aanzienlijk wederrechtelijk voordeel. Bijgevolg is de ontneming van het wederrechtelijk verkregen voordeel ruimer dan de afroeping van de meerwaarde.

Art. 12

Combinatiemogelijkheid van de verschillende sancties

Tot nu toe was in de Belgische wetgeving de oplegging van bijkomende sancties slechts mogelijk indien ook tot een hoofdstraf werd veroordeeld. De bijkomende sancties dienen evenwel ook afzonderlijk te kunnen worden opgelegd.

Dit wordt uitdrukkelijk voorzien in artikel 11 van het ontwerp.

Dit wordt overigens ook uitdrukkelijk gestipuleerd in artikel 9, derde lid, van het Nederlandse Wetboek van Strafrecht en in artikel 9 van de Nederlandse wet op de Economische Delicten. Het hier voorgestelde artikel 11 is sterk door deze bepaling geïnspireerd.

De consequentie is dat alle vorige besproken sancties in de voorgaande artikelen ook afzonderlijk of tezamen met andere bijkomende sancties kunnen worden opgelegd. Nu bijkomende sancties ook onaf

infliger des sanctions complémentaires indépendamment de sanctions principales, il n'y a plus de distinction *de facto* entre les unes et les autres. C'est pourquoi les auteurs de la proposition ont choisi de ne plus faire apparaître cette distinction dans le texte même.

Même si la distinction entre « sanction principale » et « sanction complémentaire » est profondément enracinée dans la doctrine criminelle belge, ils ont préféré n'utiliser que le terme général « sanction », qui désigne les sanctions tant principales que complémentaires et tant les peines que les mesures.

Art. 13

L'astreinte

L'on ne peut, bien entendu, pas se contenter de condamner quelqu'un à subir une sanction complémentaire. Il faut également garantir l'exécution, par le condamné, de ce qui lui est imposé dans le cadre de la sanction complémentaire. Il faut donc que le juge pénal dispose à cet effet d'instruments efficaces, car, s'il fallait que le ministère public fasse usage de la force pour l'exécution de ce qui est imposé dans le cadre des sanctions complémentaires, comme la remise en l'état, l'on ne manquerait pas de rencontrer certaines difficultés. C'est pourquoi l'article 12 prévoit la possibilité d'infliger une astreinte pour inciter financièrement la personne morale condamnée à respecter effectivement l'obligation qu'elle a d'exécuter ce qui lui est imposé dans le cadre de la sanction complémentaire.

L'on aurait également pu dire, une fois de plus que celui qui n'exécute pas ce qui lui est ordonné par mandat de justice commet un délit particulier pour pouvoir ouvrir ainsi une nouvelle procédure pénale contre le condamné restant en défaut d'exécuter la sanction complémentaire.

Mais, ce faisant, l'on aurait risqué de se retrouver dans un cercle vicieux, et de passer à côté de l'objectif final poursuivi en infligeant la sanction, objectif qui est d'obtenir réparation du dommage ou de le prévenir. Il semble être bien plus efficace d'infliger une astreinte en précisant, par exemple, que celui qui omet d'exécuter ce qui lui est imposé dans le cadre de la sanction complémentaire, est redevable à l'Etat ou à l'autorité administrative d'une somme déterminée par jour de retard.

Le juge n'est pas obligé d'infliger une astreinte. Il a simplement la faculté de le faire.

hankelijk van de hoofdsancties kunnen worden opgelegd, bestaat er *de facto* geen onderscheid meer tussen beide, zodat er voor is geopteerd om dit onderscheid ook in de tekst zelf niet meer tot uitdrukking te brengen.

Hoewel het onderscheid tussen hoofd- en bijkomende sancties diep ingeworteld is in de Belgische strafrechtsleer, is er de voorkeur aan gegeven met de algemene term « sancties » te werken, waaronder zowel de hoofd- als de bijkomende sancties vallen en zowel de straffen als de maatregelen.

Art. 13

Dwangsom

Het is vanzelfsprekend niet voldoende om een veroordeling uit te spreken tot het uitvoeren van een bijkomende sanctie. Er dient ook een garantie te zijn dat de opgelegde bijkomende sanctie daadwerkelijk door de veroordeelde wordt uitgevoerd. Hiertoe dient de strafrechter over een effectief instrumentarium te beschikken, want het zou in de praktijk wel op moeilijkheden stuiten indien de uitvoering van een bijkomende sanctie, zoals bijvoorbeeld het herstel in natura, door het openbare ministerie met behulp van de sterke arm zou moeten worden uitgevoerd. Daarom dient door middel van de in artikel 12 opgenomen mogelijkheid tot het opleggen van een dwangsom de veroordeelde rechtspersoon een financiële prikkel te krijgen om de opgelegde veroordeling tot uitvoering van een bijkomende sanctie daadwerkelijk na te komen.

Een andere mogelijkheid was om de niet-uitvoering van het rechterlijk bevel wederom als bijzondere delictomschrijving op te nemen, waarbij een nieuwe strafprocedure mogelijk is tegen de veroordeelde die de bijkomende sanctie niet uitvoert.

Maar daardoor dreigt men in een vicieuze cirkel te komen, waarbij het uiteindelijke doel van de sanctie, met name dat de schade wordt hersteld of voorkomen, niet wordt bereikt. Veel effectiever lijkt het om een dwangsom op te leggen, waarbij bijvoorbeeld per dag vertraging in de uitvoering van de bijkomende sanctie, een bepaalde som ten voordele van de Staat of ten voordele van de administratieve overheid vervalt.

De rechter is niet verplicht om een dwangsom op te leggen. Hij beschikt facultatief over deze mogelijkheid.

L. BARBE
R. DEJONCKHEERE

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

§ 1^{er}. Toutes les infractions décrites dans le Code pénal, ainsi que dans les lois et décrets spéciaux, peuvent être commises tant par des personnes physiques que par des personnes morales.

Par personnes morales, l'on entend tant les personnes morales de droit privé que les personnes morales de droit public, à l'exception de l'Etat belge, des provinces, des communes, des Communautés et des Régions.

§ 2. La personne morale est pénalement responsable et peut être citée devant une juridiction répressive pour toutes les infractions décrites dans le Code pénal et dans les lois ou décrets spéciaux, pour autant qu'elles soient réputées avoir été commises par la personne morale.

§ 3. Une infraction est réputée avoir été commise par une personne morale lorsqu'elle a été commise en vue de réaliser son objet ou de défendre ses intérêts et:

1° qu'elle a été commise par une personne qui représente la personne morale ou

2° qu'elle a été ordonnée, dirigée ou autorisée par une personne exerçant une fonction dirigeante au sein de la personne morale.

§ 4. Toutes les peines et mesures citées ci-après, à l'exclusion de l'emprisonnement, peuvent être infligées à la personne morale.

§ 5. La responsabilité pénale de la personne morale est applicable sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques, conformément au § 3, 1° et 2°, du présent article.

§ 6. La personne morale peut se faire représenter à l'audience par un avocat.

§ 7. Le juge peut ordonner la comparution personnelle d'un représentant de la personne morale.

Art. 2

§ 1^{er}. Les sanctions qui peuvent être prononcées à l'égard de la personne morale comprennent des peines et des mesures.

§ 2. 1° Les peines sont les suivantes :

- a) l'amende;
- b) la confiscation;
- c) la fermeture de l'entreprise;
- d) la publication du jugement;
- e) la dissolution de la personne morale.

2° Les mesures sont les suivantes :

- a) l'élimination de certains biens meubles;
- b) la remise en l'état initial;
- c) l'interdiction d'utiliser l'installation;
- d) la désignation d'un administrateur spécial;

WETSVOORSTEL

Artikel 1

§ 1. Alle in het Strafwetboek, alsook in bijzondere wetten en decreten beschreven strafbare feiten, kunnen zowel worden begaan door natuurlijke personen als door rechtspersonen.

Onder rechtspersoon wordt verstaan : zowel de privaatrechtelijke als de publiekrechtelijke rechtspersonen, met uitzondering van de Belgische Staat, de provincies, de gemeenten, de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 2. De rechtspersoon is strafrechtelijk aansprakelijk en kan voor de strafrechtbank worden gedaagd voor alle in het Strafwetboek, in de bijzondere wetten of decreten beschreven strafbare feiten, voor zover deze geacht worden door de rechtspersoon te zijn gepleegd.

§ 3. Een strafbaar feit wordt geacht door een rechtspersoon te zijn gepleegd indien het feit begaan wordt ter verwezenlijking van zijn doel of ter waarneming van zijn belang en:

1° het strafbaar feit gepleegd wordt door iemand die de rechtspersoon vertegenwoordigt of

2° het strafbaar feit bevolen, geleid of toegelaten wordt door iemand die een leidende positie in de rechtspersoon inneemt.

§ 4. Alle hierna vernoemde straffen en maatregelen, met uitzondering van de gevangenisstraf, kunnen aan de rechtspersoon worden opgelegd.

§ 5. De strafrechtelijke aansprakelijkheid van de rechtspersoon geldt onverminderd de strafrechtelijke aansprakelijkheid van natuurlijke personen, overeenkomstig § 3, 1° en 2°, van dit artikel.

§ 6. De rechtspersoon kan ter zitting worden vertegenwoordigd door een advocaat.

§ 7. De rechter kan de persoonlijke verschijning bevelen van een vertegenwoordiger van de rechtspersoon.

Art. 2

§ 1. De sancties die ten aanzien van de rechtspersoon kunnen worden uitgesproken, bestaan uit straffen en maatregelen.

§ 2. 1° De straffen zijn :

- a) de geldboete;
- b) de verbeurdverklaring;
- c) de bedrijfssluiting;
- d) de openbaarmaking van de uitspraak;
- e) de ontbinding van de rechtspersoon.

2° De maatregelen zijn :

- a) de onttrekking aan het verkeer;
- b) het herstel in de oorspronkelijke toestand;
- c) het verbod de installatie te gebruiken;
- d) de aanstelling van een bijzonder bewindvoerder;

e) la privation de l'avantage obtenu indûment.

3° La peine visée au § 2, 1°, e), et la mesure visée au § 2, 2°, d), ne peuvent pas être appliquées à la personne morale de droit public, ni aux groupes et partis politiques, ni aux organisations professionnelles.

Art. 3

Sont susceptibles d'être confisqués les biens meubles appartenant à la personne morale et

1° qui ont été obtenus totalement ou en grande partie grâce à l'infraction ou grâce aux avantages tirés de celle-ci;

2° qui font l'objet du délit;

3° qui ont servi ou qui devaient servir à commettre l'infraction.

En cas de confiscation, les biens meubles non saisis font l'objet, dans le jugement, d'une estimation pécuniaire; dans ce cas, les objets doivent être remis ou la valeur à laquelle ils ont été estimés payée dans un délai fixé par le juge.

Art. 4

Lorsque la personne physique ou morale condamnée commet à nouveau une infraction similaire dans les dix ans de la condamnation coulée en force de chose jugée, le juge peut ordonner la fermeture de l'établissement dans lequel la nouvelle infraction a été commise.

Cette fermeture peut être ordonnée pour une période maximale de cinq ans.

Art. 5

Lorsqu'une personne morale est condamnée, le juge peut toujours ordonner que le jugement soit rendu public.

Le juge fixe, dans le jugement, la façon dont se fait cette publication.

La publication se fait aux frais de la personne morale condamnée.

Art. 6

Lorsqu'une personne morale a été créée en vue de l'exercice d'une activité contraire à une loi ou à un décret ou lorsque le seul et unique but de la personne morale consiste à exercer une activité contraire à une loi ou à un décret, le juge peut ordonner la dissolution de la personne morale, pour autant que cette dissolution soit nécessaire pour pouvoir prévenir une conduite criminelle et garantir l'intérêt public.

e) de ontneming van het wederrechtelijk verkregen voordeel.

3° De straf bepaald onder § 2, 1°, e), en de maatregel bepaald onder § 2, 2°, d), kunnen niet worden toegepast op de publiekrechtelijke rechtspersoon, evenmin als op politieke groeperingen en partijen, noch op vakorganisaties.

Art. 3

Vatbaar voor verbeurdverklaring zijn de roerende goederen waarvan de rechtspersoon eigenaar is en

1° die geheel of grotendeels door middel van of uit de baten van het strafbare feit zijn verkregen;

2° die het voorwerp van het misdrijf uitmaken;

3° die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het strafbaar feit.

Niet in beslag genomen roerende goederen worden, bij verbeurdverklaring, in de uitspraak op een geldelijk bedrag geschat; de voorwerpen moeten in dit geval binnen een door de rechter bepaalde termijn worden uitgeleverd of de geschatte waarde ervan moet worden betaald.

Art. 4

Indien de veroordeelde natuurlijke persoon of rechtspersoon binnen tien jaar na een in kracht van gewijsde gegane veroordeling opnieuw een gelijkaardige inbreuk pleegt, kan de rechter de sluiting van de inrichting bevelen, waar zich de nieuwe inbreuk heeft voorgedaan.

Deze sluiting kan worden bevolen voor een periode van hoogstens vijf jaar.

Art. 5

De rechter kan bij een veroordeling van een rechtspersoon steeds bevelen dat het vonnis openbaar wordt gemaakt.

De rechter bepaalt in het vonnis de wijze waarop deze openbaarmaking gebeurt.

De openbaarmaking vindt plaats op kosten van de veroordeelde rechtspersoon.

Art. 6

Indien een rechtspersoon werd opgericht om een activiteit uit te oefenen in strijd met een wet of decreet of wanneer het doel van de rechtspersoon enkel en alleen bestaat in een activiteit in strijd met een wet of decreet, kan de rechter de ontbinding van de rechtspersoon bevelen, voor zover de ontbinding noodzakelijk is om in de toekomst misdadig gedrag te voorkomen en om het openbaar belang te vrijwaren.

Le juge transmet l'affaire au tribunal compétent qui réglera la dissolution et la liquidation.

Les autres peines ou mesures prononcées à l'encontre de la personne morale peuvent toujours être exécutées jusqu'à la clôture de la liquidation.

Art. 7

§ 1^{er}. Il est possible de procéder à l'élimination des biens meubles décrits au paragraphe suivant :

1° lorsqu'une condamnation pour infraction est prononcée par décision judiciaire;

2° lorsque la suspension de la condamnation est prononcée par décision judiciaire;

3° lorsqu'une infraction a été constatée par décision judiciaire, même en cas d'irrecevabilité de l'action publique, d'acquiescement ou d'absence de poursuites.

§ 2. L'élimination des biens meubles concerne :

1° tous les biens meubles énumérés à l'article 3, § 1^{er}, pour autant qu'ils soient de nature telle que leur possession non contrôlée constitue un danger général ou soit contraire à la loi. Dans ce cas, l'élimination des biens meubles doit être ordonnée;

2° tous les biens meubles énumérés à l'article 3, § 1^{er}, s'ils risquent de pouvoir servir à commettre ou à préparer des délits similaires.

§ 3. L'élimination des biens meubles peut également être ordonnée lorsque ceux-ci n'appartiennent pas à l'auteur de l'infraction ou au condamné.

Dans ce cas, le juge fixera une indemnité pécuniaire, si nécessaire, pour éviter que la personne qui possède les biens meubles ne soit frappée de manière disproportionnée.

Le juge fixe le montant de l'indemnité et détermine à qui celle-ci doit être payée. Ce montant est à charge de l'Etat.

Art. 8

Lorsqu'une infraction commise par une personne morale a été constatée par une décision judiciaire, le juge peut ordonner, même en cas d'irrecevabilité de l'action publique, d'acquiescement ou d'absence de poursuites, la remise en l'état initial, sans préjudice de l'application de l'article 44 du Code pénal.

Sans préjudice de la possibilité d'infliger une astreinte, le juge désigne l'autorité administrative qui a compétence pour faire exécuter d'office la remise en l'état aux frais du condamné, lorsqu'elle n'a pas été exécutée dans le délai fixé.

De rechter verzendt de zaak voor verdere afhandeling van de ontbinding en de vereffening naar de daartoe bevoegde rechtbank.

Andere lastens de rechtspersoon uitgesproken straffen of maatregelen kunnen steeds worden uitgevoerd tot aan de sluiting van de vereffening.

Art. 7

§ 1. Onttrekking aan het verkeer van de in de volgende paragraaf omschreven roerende goederen is mogelijk :

1° bij de rechterlijke uitspraak waarbij een veroordeling wegens een strafbaar feit wordt uitgesproken;

2° bij de rechterlijke uitspraak waarbij de opschorting van de veroordeling wordt bevolen;

3° bij de rechterlijke uitspraak waarbij, ongeacht de niet-ontvankelijkheid van de strafvordering, de vrijspraak of het ontslag van rechtsvervolging, wordt vastgesteld dat een strafbaar feit is begaan.

§ 2. De onttrekking aan het verkeer heeft betrekking op :

1° alle roerende goederen die in artikel 3, § 1, zijn opgesomd, voor zover zij van zodanige aard zijn dat het ongecontroleerd bezit ervan hetzij een algemeen gevaar oplevert, hetzij in strijd is met de wet. In dit geval moet de onttrekking aan het verkeer worden bevolen;

2° alle roerende goederen die in artikel 3, § 1, zijn opgesomd, indien het gevaar bestaat dat deze roerende goederen kunnen dienen tot het begaan of de voorbereiding van soortgelijke misdrijven.

§ 3. De onttrekking aan het verkeer kan ook worden bevolen indien roerende goederen niet aan de dader of de veroordeelde toebehoren.

In dit geval zal de rechter een geldelijke tegemoetkoming vaststellen, wanneer dit nodig is, om te voorkomen dat degene aan wie de roerende goederen toebehoren, onevenredig zou worden getroffen.

De rechter bepaalt het bedrag van de tegemoetkoming en aan wie deze moet worden uitbetaald. Dit bedrag komt ten laste van de Staat.

Art. 8

In een rechterlijke uitspraak waarbij wordt vastgesteld dat een strafbaar feit werd begaan door een rechtspersoon, ongeacht de niet-ontvankelijkheid van de strafvordering, vrijspraak of ontslag van rechtsvervolging, kan de rechter het herstel in de oorspronkelijke toestand bevelen, dit onverminderd de toepassing van artikel 44 van het Strafwetboek.

Onverminderd de toepassing van een dwangsom, wijst de rechter de administratieve overheid aan die bevoegd is het herstel ambtshalve uit te voeren op kosten van de veroordeelde, indien dit herstel niet werd uitgevoerd binnen de aangegeven termijn.

Art. 9

Le juge peut interdire à la personne morale d'encore utiliser les installations qui lui appartiennent et qui ont donné lieu à l'infraction, même en cas d'irrecevabilité de l'action publique, d'acquiescement ou d'absence de poursuites ou de poursuivre son activité.

La mesure est valable pour une durée indéterminée.

Si des faits ou des circonstances portent à penser que l'interdiction prononcée ne sera pas respectée, le juge peut infliger une astreinte.

Art. 10

Le juge peut désigner, aux frais de la personne morale condamnée, un administrateur spécial ayant pour mission de veiller à ce que le condamné respecte la législation violée et les mesures imposées par le juge.

La mesure est valable pour une durée indéterminée. Le condamné peut, par une citation, saisir à nouveau de l'affaire le tribunal qui a désigné l'administrateur spécial et demander la suspension de la désignation si elle n'a plus de raison d'être.

Art. 11

La décision judiciaire condamnant une personne morale pour une infraction peut obliger celle-ci à verser à l'Etat une somme d'un montant tel qu'elle soit privée de l'avantage estimé que lui a rapporté cette infraction. L'économie de frais réalisée fait également partie de l'avantage.

Le juge peut faire estimer le montant de l'avantage obtenu.

Le tiers qui a accordé l'avantage patrimonial au condamné en vue de l'infraction, ou qui savait ou devait savoir que l'avantage découlait de l'infraction, peut également en être privé.

Art. 12

Les sanctions précitées peuvent être infligées séparément ou en combinaison l'une avec l'autre.

Art. 13

Si la personne morale condamnée ne remplit pas les obligations qui découlent d'une sanction infligée,

Art. 9

De rechter kan de rechtspersoon het verbod opleggen de hem toebehorende installaties, die aanleiding hebben gegeven tot het strafbaar feit, ongeacht de niet-ontvankelijkheid van de strafvordering, vrijpraak of ontslag van rechtsvervolgning, verder te gebruiken of de activiteit verder te zetten.

De maatregel geldt voor onbepaalde duur.

Indien het op grond van feiten of omstandigheden aannemelijk is dat het opgelegde verbod zal worden genegeerd, kan de rechter een dwangsom opleggen.

Art. 10

De rechter kan op kosten van de veroordeelde rechtspersoon een bijzonder bewindvoerder aanstellen met als opdracht er zorg voor te dragen dat de veroordeelde de geschonden wetgeving en de door de rechter opgelegde maatregelen naleeft.

De maatregel geldt voor onbepaalde duur. De veroordeelde kan de zaak door dagvaarding opnieuw aanhangig maken bij de rechter die de bijzondere bewindvoerder heeft aangesteld en om de opheffing van de aanstelling verzoeken zo hiertoe geen redenen meer voorhanden zijn.

Art. 11

Bij een rechterlijke uitspraak, waarbij een rechtspersoon wegens een strafbaar feit wordt veroordeeld, kan hem de verplichting worden opgelegd tot betaling aan de Staat van een geldbedrag ter ontneming van het geschatte voordeel dat hij door middel van of uit dat strafbare feit heeft verkregen. Onder het voordeel is ook de besparing van kosten begrepen.

De rechter kan het bedrag van het verkregen voordeel door schatting bepalen.

Het voordeel kan ook aan een derde worden ontnomen, indien deze derde het vermogensvoordeel met het oog op het strafbare feit aan de veroordeelde heeft verschaft of indien de derde wist of had moeten weten dat het voordeel betrekking had op het strafbare feit.

Art. 12

De hogervermelde sancties kunnen zowel afzonderlijk als in onderlinge combinatie worden opgelegd.

Art. 13

Ingeval de veroordeelde rechtspersoon de verplichtingen voortvloeiende uit een opgelegde sanctie

le juge peut, par la voie d'une condamnation, imposer le paiement d'une astreinte, conformément aux articles 1385*bis* à 1385*novies* du Code judiciaire. L'astreinte est acquise à l'Etat.

Art. 14

L'adoption d'une nouvelle structure juridique par la personne morale condamnée n'empêche pas l'exécution de la peine.

En cas d'absorption ou de fusion, la peine peut être infligée à la personne morale absorbante.

15 juillet 1993.

niet nakomt, kan de rechter bij een veroordeling de betaling van een dwangsom opleggen, overeenkomstig de artikelen 1385*bis* tot 1385*novies* van het Gerechtelijk Wetboek. De dwangsom vervalt ten voordele van de Staat.

Art. 14

Het aannemen van een andere juridische structuur door de veroordeelde rechtspersoon verhindert de uitvoering van de straf niet.

Ingeval van overname of fusie kan de straf uitgevoerd worden op de overnemende rechtspersoon.

15 juli 1993.

L. BARBE
R. DEJONCKHEERE